

« UN MONDE SANS CONFIANCE EST-IL

VIABLE ? »  **Louis Quéré**

Directeur de recherche CNRS honoraire, membre du Centre d'Etude des Mouvements Sociaux à l'EHESS Par Louis Quéré

Publié le 24 août 2025 à 11h46 Lecture : 3 min



Le président américain Donald Trump sert la main à Mehmet Oz, qu'il a désigné pour piloter le programme d'assurance-maladie américaine. Cette photo a été prise le 18 avril 2025 à la Maison-Blanche. ANDREW HARNIK / Getty Images via AFP

D'après Louis Quéré, Directeur de recherche CNRS honoraire, un monde sans confiance représenterait une mutation anthropologique majeure.

Dans le climat géopolitique actuel, la confiance apparaît plus que jamais comme une attitude naïve, et la confiance en la confiance comme réservée aux faibles. Du fait de l'imprévisibilité et de la versatilité du Président américain, ainsi que du choix d'une logique purement transactionnelle dans la gestion des relations internationales, celles-ci sont plongées dans l'incertitude la plus complète, dans le traitement de laquelle la confiance ne peut plus opérer.

Lorsque les rapports de force et la loi du plus fort se substituent

aux relations régulées par le droit, par des conventions et des règles, et par des contraintes morales, il n'y a plus de place pour la confiance. Fautes d'engagements durables, plus personne ne peut compter sur personne. Qu'est-ce qui la remplace dans le traitement de l'incertitude ? La méfiance et la suspicion généralisées. Les anciens partenaires deviennent des ennemis à combattre ; les stratégies de combat se substituent à la coopération.

On pourrait dire que, de ce point de vue, nous vivons un moment « hobbesien » : on assiste à un spectacle dans lequel des dirigeants se comportent comme des égoïstes rationnels, chacun cherchant à maximiser ses avantages, chacun affirmant ses intérêts contre ceux des autres, chacun rivalisant d'ardeur pour les satisfaire et usant pour cela de sa propre puissance.

La logique trumpiste du « deal » (où il s'agit d'aboutir à un accord mutuellement avantageux) appartient à ce moment. Mais à une réserve près. Hobbes laissait une place à la confiance : quand la négociation aboutit à un contrat, la confiance est nécessaire. En effet, le contrat établit une relation de confiance réciproque.

Chaque contractant compte sur l'autre pour réaliser sa part dans la transaction définie. Chacun y contracte des droits et des devoirs. Mais dans le « deal » à la Trump il n'y a rien de tel. Il n'y a aucun engagement durable, rien qui assure au partenaire qu'il peut compter sur l'initiateur du deal. Il ne peut rien considérer comme acquis.

Un tel monde sans confiance est-il viable ? À voir le désordre et le chaos provoqués dans le monde par la logique transactionnelle du trumpisme, et son rejet du droit et des règles, on peut en douter. Qu'en disent sociologues et politistes ?

Certains ont pu expliquer que la confiance n'était pas du tout nécessaire à la coopération sociale. Dans un livre publié il y a 20 ans, Karen Cook, Russel Hardin et Margaret Levi soutenaient que loin d'être le pilier central de l'ordre social (le croire c'est faire preuve de naïveté), la confiance n'a de pertinence que dans le domaine des relations interpersonnelles. La coopération sociale peut se passer d'elle, car la société a inventé d'autres mécanismes pour assurer la fiabilité de ceux à qui nous avons besoin de nous fier.

Ces mécanismes sont des organisations et des institutions qui remplacent les relations de confiance. En dehors des relations interpersonnelles, la confiance peut éventuellement venir en complément des arrangements institutionnels qui rendent la coopération possible. Ce qui est plus important que la confiance est la fiabilité (trustworthiness) ; ce sont donc les mécanismes qui la produisent qu'il faut considérer : les stéréotypes, les réputations, les normes, les réseaux et toutes sortes d'incitations et de motivations.

À l'opposé il y a ceux qui considèrent que « sans la confiance des hommes les uns envers les autres, la société tout entière se disloquerait » (Georg Simmel). Niklas Luhmann était du même avis : « En l'absence de toute confiance seules seraient possibles des formes très simples de coopération humaine, celles qui peuvent se régler sur le champ. (...) La confiance est indispensable pour accroître le potentiel d'action d'un système social au-delà de ces formes élémentaires ».

Je pense pour ma part qu'un monde sans confiance représenterait une mutation anthropologique majeure. La confiance est une « institution invisible » (Rosanvallon) dans la « forme de vie » qui est la nôtre. Un monde sans confiance serait un monde désinstitutionnalisé au profit des seuls rapports de force et de la loi du plus fort. Ce serait un monde de doute et de suspicion généralisés. Ou encore un monde dans lequel plus rien ne ferait autorité, chacun s'autorisant de lui-même pour décréter ce qui est vrai, bon et juste. Ce serait un monde sans certitude objective.

À vrai dire, si l'on considère la vie ordinaire des gens, on n'y est pas encore, loin de là (même si certaines évolutions actuelles contribuent à accroître la méfiance). Après tout, quand les gens vont à la boulangerie, ils ne se soucient pas de vérifier que la baguette qu'ils achètent fait le poids réglementaire ; quand ils prennent leur voiture ils ne sont pas particulièrement stressés face à l'incertitude du comportement des autres conducteurs, etc. Cette confiance n'est pas seulement invisible ; elle est aussi, en un sens posthume, c'est quand elle a disparu que l'on se rend compte qu'elle était là.